TRENTE-CINQUIÈME ANNÉE — N° 10 351 | 40 PAGES | DERNIÈRE ÉDITION | VENDREDI 12 MAI 1978

Les troubles s'aggravent en Iran

LIRE PAGE 9

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

1,70 F

Algérie, 1,30 DA; Maroc, 1,60 dir.; Tunisie, 130 m.; Allemagne, 1,20 DM; Autriche, 12 sch.; Belgique, 13 fr.; Canada, $ 0,75; Danemark, 3,75 kr.; Espagne, 40 pes.; Grande-Bretagne, 20 p.; Grèce, 22 dr.; Iran, 50 ri.; Italie, 400 l.; Liban, 200 p.; Luxembourg, 13 fr.; Norvège, 3 kr.; Pays-Bas, 1,25 fl.; Portugal, 20 esc.; Suède, 2,80 kr.; Suisse, 1,10 fr.; U.S.A., 85 cts; Yougoslavie, 13 din.

Tarif des abonnements page 18

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télex Paris n° 650572
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Les échéances de M. Callaghan

Pour la seconde fois en trois jours, le gouvernement de M. Callaghan vient de se faire battre sur son projet de budget. En adoptant, mercredi 10 mai, par 288 voix contre 286, un amendement conservateur qui proposait un relèvement de 1 000 livres du seuil d'imposition maximum des revenus importants, la coalition des députés conservateurs, libéraux, nationalistes écossais et unionistes d'Ulster a démontré la fragilité du cabinet travailliste.

Minoritaire au Parlement depuis plus de trois ans, le Labour gouverne grâce à l'appui épisodique des députés nationalistes écossais et gallois et des élus d'Irlande du Nord, mais surtout des onze libéraux, qui voient, dans leur alliance parlementaire avec les travaillistes, l'occasion de jouer un rôle politique plus actif que leur faible représentation à Westminster ne pouvait leur laisser espérer.

Mais tandis que l'échéance électorale approche, l'opposition conservatrice se fait plus pressante, les nationalistes plus hésitants, et la contestation s'est installée chez les libéraux, qui ont subi depuis la conclusion du « pacte Lib-Lab » une série de revers aux élections partielles.

Depuis un an, le chancelier de l'Echiquier, M. Denis Healey, a vu sa sagacité et son adresse récompensées : l'inflation a été ramenée au-dessous de 10 %, le chômage, bien qu'encore considérable, est en régression. Cependant, de nouveaux nuages apparaissent : après une remontée spectaculaire due en partie au pétrole de la mer du Nord, la livre et la balance des paiements donnent des signes de faiblesse. Les syndicats restent des alliés loyaux du gouvernement, mais ils n'envisageront pas sans garanties sérieuses le renouvellement, en juillet, du « contrat social » par lequel ils acceptent depuis trois ans de limiter leurs revendications.

L'opposition conservatrice, consciente que ce « contrat social » reste le meilleur atout du gouvernement, a porté le combat sur le front de l'immigration, un sujet éminemment populaire dans un pays qui compte plus de deux millions de citoyens « de couleur ». Mais malgré les succès remportés par Mme Thatcher, qui réclame de plus en plus vigoureusement la limitation des entrées des ressortissants du « nouveau Commonwealth » dans le Royaume-Uni, l'échec du Front national aux dernières élections locales a montré les limites de cette campagne raciste.

Les revendications nationalistes écossaises, et, à un moindre degré, galloises, restent un autre sujet de préoccupation pour M. Callaghan. Mais, là encore, les dernières élections locales ont prouvé que, si le nationalisme reste populaire, le séparatisme a, depuis quatre ans, perdu de son dynamisme.

L'élection partielle qui aura lieu le 31 mai à Hamilton, près de Glasgow, et à laquelle Mme Margo MacDonald, l'une des personnalités les plus populaires du parti nationaliste écossais, est candidate, sera un test important. D'autant que ce parti vient de publier ses nouvelles propositions pour une Ecosse indépendante, qui vont bien au-delà des projets de dévolution de pouvoirs proposés par les travaillistes à Edimbourg.

Dans la mesure où M. Callaghan n'envisage pas de demander un vote de confiance aux Communes, l'existence de son gouvernement n'est pas immédiatement menacée. Mais il va lui falloir prendre une grave décision : celle de la date des prochaines élections générales. Constitutionnellement, le scrutin doit avoir lieu au plus tard à l'automne 1979, mais il est très probable que les travaillistes n'attendront pas cette échéance.

La plupart des observateurs pensent que la consultation aura lieu à l'automne prochain, avant que la situation économique ne se dégrade à nouveau, comme la plupart des études prospectives semblent l'annoncer. A moins que M. Callaghan, misant sur la désorganisation présente du parti conservateur et sur la « dynamique travailliste » soutenue par les trade-unions, ne décide d'attendre le printemps.

Les prix agricoles

- Vers un accord entre les Neuf
- Forte hausse des produits français
- Difficultés persistantes sur le vin

Les ministres de l'agriculture des Neuf ont interrompu leurs travaux jeudi 11 mai, peu avant 13 heures, pour se retrouver ce même jour à 19 heures. Un accord sur les nouveaux prix agricoles européens semblait à peu près acquis, qui entraînera un relèvement des prix agricoles français de près de 10 %.

Des difficultés sérieuses subsistent en revanche en ce qui concerne le renforcement de la réglementation sur le vin. « Il reste un différend important et lourd entre la France et l'Italie sur ce point », a déclaré le ministre français de l'agriculture, M. Méhaignerie, qui entend obtenir la fixation d'un prix-plancher du vin.

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — L'accord qui sera probablement conclu ce jeudi 11 mai à Bruxelles, entre les ministres des Neuf, va entraîner un fort relèvement des prix agricoles français. Le premier ministre, M. Raymond Barre, a donc décidé de s'engager hardiment dans la voie du rattrapage, c'est-à-dire de l'alignement des prix agricoles français sur les prix communs, en dépit des effets inflationnistes d'une telle politique.

Cela confirme que M. Barre a la conviction d'être en mesure de garder un parfait contrôle de l'économie française et, en tout cas, d'empêcher une nouvelle chute du franc. Sur le plan européen, l'alignement des prix libellés en francs verts sur les prix communs — autrement dit le retour à une situation normale — devrait placer la France en bien meilleure position dans les prochaines négociations agricoles européennes.

La hausse des prix agricoles en France sera, si l'on considère comme acquises les propositions de la Commission, bien plus sensible que ce qui était prévu au moins avant l'entrevue entre MM. Barre et Debatisse. Dans le compromis de la C[illegible] sont inscrits — avec l'approbation du ministre français M. Méhaignerie — une dévaluation du « franc vert » de 3,6 % pour le début de la campagne et une autre dévaluation de même montant pour le début de la campagne 1979-1980. Il est précisé que, dans le cas du porc, la hausse du « prix de base » prendrait immédiatement en compte, par anticipation, la dévaluation du « franc vert » de 1979-1980.

Compte tenu d'une hausse moyenne des prix communs — établis en unité de compte — de 2,25 % on aboutit, ainsi, pour le début de la campagne, à un relèvement moyen des prix agricoles français de 5,82 %. Si l'on prend en compte les deux dévaluations du « franc vert » effectuées depuis le début de 1978 (2,5 % début février et 1,2 % début mars), la progression moyenne des prix agricoles français sera de 9,53 % avec, en plus, la promesse d'un rattrapage monétaire de 3,6 % pour l'année prochaine. Voilà un ballon d'oxygène donné à l'agriculture française, de nature à apaiser bien des mécontentements.

La satisfaction dans les campagnes devrait être d'autant plus vive qu'en raison de règles agri-monétaires de l'Europe verte cette forte hausse des prix n'affectera d'aucune manière, contrairement à ce qui se passerait pour les produits industriels, la compétitivité des exportations agricoles françaises.

Tout au contraire : la dépréciation du franc — lorsqu'elle n'est pas répercutée sur les prix agricoles — est neutralisée dans les échanges par l'application de « montants compensatoires monétaires » (M.C.M.). Ceux-ci — qui jouent dans les pays à monnaie faible (France, Royaume-Uni, Italie), comme des subventions à l'importation et des taxes à l'exportation et, au contraire dans les pays à monnaie forte (Allemagne, Benelux), comme des taxes à l'importation et des subventions à l'exportation — sont devenus un véritable cauchemar pour plusieurs catégories d'agriculteurs français, en raison des distorsions de concurrence qu'ils engendrent, au profit de leurs concurrents belges, hollandais et allemands.

PHILIPPE LEMAITRE.

(Lire la suite page 37.)

Les difficultés de l'industrie

- **Le gouvernement rejette le « plan de survie » de Boussac**
- **Terrin licencie 825 salariés**

Le sort du groupe Boussac reste en suspens. Au moment où la direction présentait aux principaux comités d'entreprise du groupe son « plan de survie », entraînant mille quatre cent quatre-vingts suppressions d'emplois en deux ans (dont huit cents licenciements dans les Vosges) sur un effectif total de onze mille cinq cents personnes, M. André Giraud, ministre de l'industrie, déclarait le 10 mai à l'Assemblée nationale : « Il ressort [de ce] plan que le groupe est incapable de tenir une comptabilité analytique digne de ce nom. La réponse du gouvernement ne peut donc être que négative, car il est impossible d'engager l'argent du contribuable dans de semblables conditions. » L'aide de l'Etat étant indispensable à l'application du plan proposé par la direction du groupe Boussac, une intervention juridique (dépôt de bilan ou procédure dite de suspension provisoire des poursuites) semble maintenant inévitable.

A Marseille, les syndics de Terrin ont envoyé mercredi huit cent vingt-cinq lettres de licenciement. Le ministre des transports, M. Joël Le Theule, a déclaré que les précédents dirigeants du groupe « n'avaient pas su prendre à temps les mesures de gestion rigoureuses qui s'imposaient », mais que, en dépit de la situation difficile de ce groupe, « la réparation navale française n'était pas condamnée ». Enfin, la société de produits chimiques Ugine-Kuhlmann a annoncé quatre cents suppressions d'emplois d'ici à la fin de l'année.

Cette fois, c'est net ! Le gouvernement a dit non à M. Jean-Claude Boussac. Au moment même où, dans les Vosges, la direction du groupe annonçait aux salariés les grandes lignes de son « plan de survie », le ministre de l'industrie, à la tribune de l'Assemblée, exécutait ledit plan de quelques petites phrases sèches. Elles signent la condamnation de l'actuelle direction.

Ce refus s'explique aisément. Il n'est que de constater l'incapacité de l'équipe animée par M. Jean-Claude Boussac depuis trois ans à conduire un redressement qu'on lui avait pourtant largement donné en 1975 les moyens de mener à bien, pour comprendre les réticences du gouvernement à la soutenir plus longtemps.

Ce refus réduit à néant l'ultime tentative de M. Jean-Claude Boussac pour se maintenir à flot.

Le « plan de survie » élaboré par celui-ci, avec l'aide et la « garantie morale » de M. Petit, nouveau venu dans le groupe, reposait sur deux conditions essentielles : un coquet appui financier de l'Etat (environ 200 millions de francs) et l'« accord » de M. Marcel Boussac pour abandonner les créances et les pouvoirs de contrôle qu'il détenait dans le groupe. Le premier point est définitivement compromis. Le second dépend de l'issue de l'assemblée générale des actionnaires, qui doit se tenir vendredi 19 mai.

VÉRONIQUE MAURUS.

(Lire la suite page 37.)

Un coup d'arrêt au développement des radios libres

M. Giscard d'Estaing a demandé au gouvernement à l'occasion du conseil des ministres, le mercredi 10 mai, de « proposer immédiatement au Parlement les dispositions législatives nécessaires pour assurer le respect du monopole de la radiodiffusion et de la télévision ». M. Jean-Philippe Lecat, ministre de la culture et de la communication, qui n'a pu, faute de temps, s'expliquer mercredi après-midi devant l'Assemblée nationale, répondra vendredi, au Sénat, à deux questions de MM. Caillavet et Chauvin sur ce sujet.

En décidant de soumettre au Parlement une nouvelle loi qui permettra de faire respecter le monopole de la radiodiffusion et de la télévision, M. Giscard d'Estaing pare d'abord au plus pressé. Il veut combler sans attendre le vide juridique qu'a révélé l'arrêt de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Montpellier en faveur de Radio-Fil bleu (*le Monde* daté 7-8 et du 10 mai).

THOMAS FERENCZI.

(Lire la suite page 21.)

AU JOUR LE JOUR

Monopole et monologue

Pierre Schaeffer, qui connaît mal l'Université mais fort bien la radio, défendait devant Jacques Chancel le monopole de la distribution tout en désapprouvant le monopole de la production.

Il ne semble pas que le président de la République fasse le détail puisqu'il va demander au Parlement de resserrer le bâillon qui empêche les neuf dixièmes des Français de s'exprimer et, ce qui est plus grave, de communiquer entre eux.

Car c'est bien de cela qu'il s'agit. Entre la liberté totale à l'italienne et le sempiternel monologue parisien, il y a bien des solutions intermédiaires qu'on veut ignorer.

ROBERT ESCARPIT.

- ITALIE : le ministre de l'intérieur a donné sa démission (page 3)
- CHINE : incident frontalier entre unités soviétiques et chinoises (page 4).
- DÉSARMEMENT : les propositions françaises inquiètent gaullistes et communistes (page 6).

Il y a vingt ans, le 13 mai...

par JEAN PLANCHAIS

Face à la « chienlit », l'armée. Par deux fois de Gaulle s'est servi du corps militaire et de l'ordre qu'il est supposé incarner. La première fois, en 1958, pour reprendre le pouvoir ; la seconde, en 1968, pour ne pas le perdre.

On sait comment, il y a dix ans, une simple conversation, enveloppée de mystère, avec le général Massu, à Baden-Baden, lui a permis, sans qu'elles aient à bouger, d'utiliser le poids des légions. On se souvient moins comment, en 1958, sans jamais donner un ordre ni une consigne précise, il a utilisé la menace de l'armée pour amener le pouvoir légal à lui céder la place.

De Gaulle n'a pas personnellement et directement participé aux entreprises secrètes contre la IVe République. Il a prédit sa chute et il a laissé faire tant ses amis que les hommes qui, à droite, ne l'aimaient point. Le jour venu, il a ramassé la mise.

Le 13 mai 1958, à Alger, fut aussi proche de la « chienlit » que les jours qui suivirent, à Paris, le 13 mai 1968. Même si elle était d'un tout autre type : une « chienlit » politique et militaire.

L'armée refusait de continuer à faire la guerre en Algérie pour rien. Des généraux l'affirmaient avec quelque prudence dans les termes, des colonels avec fermeté, des capitaines avec exaltation : il fallait faire la guerre d'Algérie pour garder l'Algérie.

Pour une partie du personnel politique, il fallait faire la guerre pour défendre l'Occident contre les « rouges », pour conserver l'intégrité du territoire national ou pour aboutir, à son bénéfice, à un régime fort.

Pour les gaullistes, peu nombreux mais actifs, il fallait en même temps et surtout renverser le régime et ramener au pouvoir l'ancien chef de la France libre.

Enfin, pour les extrémistes comme Robert Martel, colon de la Mitidja, « chouan » attardé et passionné, il fallait, pour la plus grande gloire de Dieu, établir une théocratie, ou tout simplement, pour certains poujadistes, créer le chambardement pour le chambardement.

Quant au peuple « pied-noir », il était l'instrument, la masse de manœuvre sensibilisée par la crainte de l'abandon qu'on lançait dans les rues, hurlant ses espoirs et son désespoir.

(Lire la suite page 11.)

DÉCOUVRIR LA LITTÉRATURE SUISSE ROMANDE

Entre Genève et Lausanne

La Suisse française compte environ un million cinq cent mille habitants. Comme tout le pays, elle connaît une prospérité sans précédent, que la crise économique n'est pas parvenue à réellement entamer. La « paix du travail » assure une collaboration entre les divers « partenaires sociaux », et les citoyens jouissent à la fois d'un franc suisse éclatant de santé et d'une indéniable sécurité.

D'après de récents sondages, l'autosatisfaction et le conservatisme font excellent ménage, et rares sont ceux, même parmi les jeunes, qui boudent le « bonheur suisse ». Des écrivains comme Max Frisch ont dit, à la suite de Ramuz, combien il est étouffant de vivre dans un pays où l'ambition ne saurait donner des ailes, parce que toutes les carrières y butent sur la médiocrité et le conformisme.

Jugement sévère et sans doute partiellement injuste, car, dans cette moderne médiocratie, la littérature connaît une effervescence assez surprenante. En effet, alors même qu'il n'existe nul enthousiasme populaire pour les arts et les lettres, nulle politique culturelle cohérente, ni même compétente, nulle ressource financière « pour ce qui ne sert à rien », des éditeurs courageux et opiniâtres, comme Vladimir Dimitrijevic (*l'Age d'homme*) et Bertil Galland, tous deux fixés à Lausanne, publient de jeunes écrivains aussi bien que des auteurs chevronnés.

Richard Garzarolli, critique littéraire à la *Tribune de Lausanne* et romancier, évoque le travail mené par ces éditeurs, cependant que Jacques Chessex, prix Goncourt 1973 pour *l'Ogre*, insiste sur la vocation universelle, au même titre que le Dublin de Joyce ou le Sud profond de Faulkner, de cet espace de nature et de culture qu'est le Pays de Vaud.

Vie littéraire, certes, mais aussi vie culturelle et universitaire, particulièrement à Genève, où l'Université, ainsi que le rappelle Frank Jotterand, a eu le privilège d'accueillir des chercheurs de la valeur de Jean Piaget, de Denis de Rougemont et, surtout, de Marcel Raymond, de Jean Rousset et de Jean Starobinski. Quant aux Suisses de Paris, qui ont choisi de renoncer au confort et au « bonheur suisse », l'essayiste Jean-Pierre Moulin, auteur de *Comment peut-on ne pas être français*, leur donne la parole.

ROLAND JACCARD.

(Lire pages 21 et 25.)

Marcel Jullian
Délit de vagabondage

"Par sa vivacité à rompre la chronologie, à dramatiser un récit, à le mettre en scène, à peindre d'un mot, d'une formule, Marcel Jullian se révèle un écrivain".
Jacqueline Piatier / Le Monde

Grasset

Le Monde DE L'EDUCATION

Numéro de mai

MAI 1968 MAI 1978

- Colonies de vacances et séjours linguistiques
- Les métiers d'éducateur spécialisé.

Mensuel - Le numéro : 6 F

Fundação Cuidar o Futuro

idées

FEMMES

LE FÉMINISME DOUX

par LAURENCE BARDIN (*)

SE battre pour l'égalité, créer se réveille le couteau aux dents à l'ombre de papa Freud et du marxisme, tenter les rondeurs de ses désirs féminins pour un féminisme à tout prix ?

Ou bien :

Se plonger avec délice dans le mystère du corps et de l'écriture de la femme, retrouver son essence à l'abri du regard masculin, les yeux noyés dans le miroir trouble de sœurs tromperuses ?

Le féminisme égalitaire et le néo-féminisme : l'un à trop regarder l'homme pour mieux le fuailler, l'autre à trop se regarder le nombril pour mieux se retrouver, oubliant que la terre tourne et nous avec.

Les buissonnières sont prêtes

Avec d'autres moyens (tactique douce, non-violence), avec la force tranquille de celles qui n'en sont plus à un risque près, les femmes buissonnières (libérées de l'impérialisme viril autel bien que du modèle féministe ou féminin) sont prêtes. Prêtes avec réalisme à mettre au monde des utopies nécessaires. Prêtes à dire leurs désirs et ceux de leurs enfants, ceux des vieux, des fous, des plantes... et des hommes.

Où sont les femmes maintenant ? Si quelques-unes sont égarées au pays abstrait et dur des hommes, si beaucoup trop encore restent enfermées comme des esclaves du côté de la féminité malheureuse et bornée, la majorité s'aperçoit avec inquiétude que nous sommes sur une terre en dérive.

Or cette terre a été transformée par les hommes : pillée et défigurée, violente et bardée de machines de guerre. Des fourmis mécanisées, courbées par le travail, produisent toujours plus vite des objets inutiles et des déchets incassables. Des automates en complet gris, le sexe mou et la voix promotionnée orchestrent, derrière des écrans de verre, un monde en voie de minéralisation.

La crise écologique fait prendre conscience à certains, aux femmes en particulier, que l'espace de la vraie vie se rétrécit comme une peau de chagrin. Nous n'avons qu'une seule terre, et elle est mal en point. « Plus vite, plus vite », disent les automates en complet gris. « Ralentissons, réfléchissons, changeons de cap », répondent ceux qu'on nomme écologistes. Que disent les femmes ? Leur voix est trop douce ou trop dure pour se faire entendre...

La femme est la cause des hommes qui ont fait l'histoire, à cause de ses mains complices des bêtes et des matériaux du côté du paysan et du sauvage. La femme est culture comme l'homme, elle n'est pas nature brute, mais sa conversation avec la nature est moins brisée. Elle a encore les pieds sur terre, mais les pieds n'ont pas droit à la parole. Car l'homme domine la femme comme il domine la terre. Il cache sous le bâton dressé de la loi et de la lutte ce qu'il croit être sa faiblesse, une nostalgie envieuse pour ces paradis perdus qu'il habita un jour : la femme et la nature. Que la femme s'agrippe à la terre et y ramène l'homme. Non pas en prenant le pouvoir de l'homme, mais en faisant pacte avec lui. Afin que l'homme abstrait, l'homme mégalomane, l'homme malheureux retrouve l'origine du cordon qui le relie à la terre.

Parce que les femmes sont en retard sur la civilisation du progrès industriel et la matrise propre du monde, elles portent en elles, spontanément, sans le savoir, les utopies du proche avenir. Privées de pouvoir, oubliées de la science, de la théorie, des systèmes, de la technique, elles se meuvent avec facilité dans un temps morcelé mais proche sur la conservation de la vie, dans des espaces intérieurs étendus et organiques, bien différents du monde bétonné des urbanistes mâles. Elles ont encore — si elles ne l'ont pas perdu — un rapport du corps à la terre, à la nature, au rythme du côté de l'adolescence et de la maturité, et du vert des plantes qui poussent.

Mais sur une terre quadrillée de fils de fer barbelés, les hommes maintiennent par la force leurs pouvoirs : la politique et l'argent, le savoir, la chasse et la drague. Les femmes n'y entrent que par effraction et dépouillées de leur identité féminine. Mais ce qu'elles ne disent pas, ce qu'elles ne savent pas peut-être, ce sont leurs territoires apparemment anodins et jalousement gardés : tous les savoir-faire de la quotidien qui tisse nos jours. Elles règnent sur la cuisine, elles ont le privilège des fleurs et des poupées, la joie des larmes, le plaisir des bijoux, la douceur de la tendresse et des sourires. Elles arpentent des maisons où l'homme est invité, elles seront fort leurs bébés et ne veulent pas les prêter, elles se font enfants, objets, fuibres avec rage. On leur ouvre la porte, elles applaudissent le temps. Et, chaque soir, une petite pilule subreptilement avalée garde son secret sur leur désir d'enfant.

Et si elles ne veulent pas tout cela, elles ont le choix, elles, de passer de l'autre côté de la barrière. D'oublier jupe en corolle, maternité vonda, et le temps qui coule, pour le pantalon alerte, la révolte au ventre plat et toutes ces choses

Avec les hommes

La terre est trop précieuse pour qu'on se fasse la guerre. La vie est trop bonne dans sa simplicité journalière pour l'agression de principe entre hommes et femmes, entre les hommes et la nature.

Ce n'est pas contre les hommes que les femmes doivent jouer, mais avec eux. Car elles sont suffisamment fortes et libres maintenant pour l'alliance plutôt que la violence. Car elles sont suffisamment sûres d'elles-mêmes et de leurs manières d'être pour partager leur identité et s'accuser, maigré eux, du monde à venir. Car nous sommes, pour la plupart, suffisamment libérées sexuellement et matériellement pour que les relations entre hommes et femmes ne soient pas la caricature du système de production-consommation. La tendresse se donne, elle ne se vend pas. Et comme l'énergie solaire elle est inépuisable. L'amour peut se permettre d'être improductif. L'autre n'est pas un objet de consommation ou une ressource exploitable. Pas plus que n'est un mur à abattre ou une prison à briser : des femmes : de toutes, les travailleuses et les « oisives », les timides et les sereines, les diplomates et les insoumises, celles qui veulent entrer en politique avec leurs robes dansantes et celles qui préfèrent rester dans leur maison en vieux pantalons.

Le temps est venu pour elles de prendre leur liberté à pleines mains. Le temps est venu pour elles de prendre la main de l'homme, de le serrer très fort et d'avancer la tête haute et rieuse. Sans avoir peur sans leur faire peur.

(*) Maître-assistant à l'université de Paris-X, Membre des Assises de la Terre, 3, rue de la Bûcherie, 75005 Paris.

Pour une dialectique créatrice

par NURIA PUIG et CHANTAL SAVINKOV (*)

« L'EMANCIPATION de la femme » donne lieu à toutes sortes de polémiques ; nous y sommes plongées, et tout en nous réjouissant de leur existence, nous devons reconnaître que tout cela nous laisse un peu sur notre faim. Bien sûr, dans les sociétés où nous vivons, les fonctions masculines et féminines sont nettement démarquées au détriment des femmes ; bien sûr, le maintien de ce clivage contribue à la conservation de ces sociétés ; mais l'on a trop tendance à négliger ce que cela implique dans la pratique quotidienne des relations entre hommes et femmes, de la naissance au lieu de travail. Or il arrive qu'un détail qui vous sollicite, parce qu'il est répété, se révèle à l'analyse comme symptôme d'un phénomène plus profondément enraciné que le laissent supposer les polémiques.

Quant à nous, ce qui nous donne, c'est la multiplicité des activités et des centres d'intérêt de presque toutes les femmes, même lorsqu'elles travaillent et ont charge de famille. Elles y mettent tant de naturel que cela passe généralement inaperçu : et pourtant la formation permanente n'est-elle pas mis récemment en évidence une adaptation beaucoup plus rapide des femmes lorsqu'il s'agit d'acquérir de nouvelles compétences ? Nombre d'animateurs s'accordent à le constater, non sans quelque surprise, parfois.

(*) Sociologues.

N'est-il pas paradoxal que dans un système qui les maintient en marge des responsabilités et des prises de décision, les femmes parviennent à développer une certaine polyvalence qui, bien souvent, fait défaut à leurs compagnons par et pour qui ce système a été mis en place ?

C'est pourquoi il semble nécessaire de s'interroger sur les mécanismes dans lesquels un homme se trouve intégré dès qu'il fait partie de la « population active ». Nous constatons ceci : la nécessité économique, qui incombe en priorité à l'homme, l'amène à exercer une profession, c'est-à-dire une fonction précise dans la société ; il y joue un rôle qui est l'effet de son adaptation à la fonction, rôle abondamment représenté par un personnage (le médecin, l'agent commercial, le comptable, etc.). Il évolue dans l'espace nécessaire à l'exercice de la fonction (espace fonctionnel) pendant la plus grande partie de la journée — phénomène accentué dans les grands centres urbains par la durée des déplacements. Il se heurte sans cesse à un parcours qui ne se prête point à l'improvisation, qui ne sert qu'à assurer une fonction, qui est conçu pour que rien d'autre ne se passe, qui le plonge en somme dans une bonne monovalence. Et nous savons combien il est facile de finir par s'identifier au personnage que l'on nous demande de jouer, d'intérioriser les qualités reconnues socialement, et de refuser ses propres exigences celles qui sont taxées pour négligeables. Dans la plupart des cas, il s'ensuit qu'un homme finit par ne se retrouver que dans l'espace et le temps de la rencontre (!!!) c'est le « je dois aujourd'hui je ne travaille pas. » Ce circuit est d'autant plus contraignant que ne pas jouer son personnage, c'est échapper à la norme, c'est être menacé d'une sanction économique préjudiciable à la suivie de soi et des siens.

Flou artistique

En revanche, on demande à une femme d'assumer plusieurs fonctions considérées comme secondaires. Elle est amenée à jouer plusieurs rôles, la polyvalence lui est imposée à travers des tâches le plus souvent fastidieuses et répétitives, à la limite dérisoires, mais qui lui laissent en retour quelques possibilités non négligeables. Nulle contrainte à se conformer à un personnage ; on la dissout dans le « flou artistique » de sa « féminité », et même si elle exerce une profession, l'on dira d'elle : « C'est une femme médecin, une femme agent commercial, une femme comptable... »

Il y a bien là comme un relent de ségrégation, mais aussi et simplement une image sociale non réduite au seul personnage (2). Elle évolue dans un espace qui, par sa multifonctionnalité est beaucoup plus plastique, moins contraignant, et qui se prête à toutes sortes de « bricolages créateurs », générateurs d'expériences qui peuvent déborder largement le champ des fonctions. Nous nous garderons bien d'évoquer un prétendu pouvoir féminin, car, sur la transposition de tel ou tel archétype de la « féminité » pèse souvent la sanction morale, culpabilisante, et qui, dans certains cas, a pu engendrer une véritable mort sociale. Dans cette perspective, les mouvements féministes peuvent être considérés comme une lutte contre cette mort sociale.

La réalité n'est jamais si simple que ce qu'en reflètent les polémiques. Si le rapport d'oppression hommes-femmes existe, il a permis aux femmes de conquérir une marge d'innovation et a engendré pour les hommes des contraintes de plus en plus réductrices. Il ne faut pas méconnaître cette « contradiction immanente au système », contradiction qui, à terme, pour peu qu'hommes et femmes en soient conscients et s'assument dans la pratique des relations, peut se révéler une dialectique créatrice d'un changement profond de société. Alors Eurydice et Orphée pourraient se retrouver.

(1) Les espaces de la représentation, sont étroitement conditionnés par la représentation de l'espace fonctionnel. Cf. Henri Lefebvre, LA PRODUCTION DE L'ESPACE, éd. Anthropos.

(2) Excepté en ce qui concerne les fonctions traditionnellement féminines : institutrices, secrétaires... et l'on peut se demander si, dans ce cas, la fonction ne domine pas l'image sociale.

Laissez-nous jouer

Le premier jouet que Dieu a donné à l'homme, c'est la pomme.
Mais la première qui a voulu y jouer, c'est la femme.
Et l'homme, hébreusement mais sûrement, a suivi.
Puis il l'a empêchée, la pauvre.
Ça, c'était un peu fort.
Il faut dire qu'elle, la femme, n'était sortie que de la côte de l'homme. Tandis que l'homme, lui, était sorti de la cuisse de Jupiter. C'est une source, me dira-t-on. Mais elle est là.
Laissons Dieu, Jupiter, Adam, Eve et les autres jouer avec leurs pommes, leurs serpents et leur fendre.
Tout ce n'est ennuyeux le skate-board.
D'abord, on interdit. « Tu ne le feras mai. C'est trop dangereux. »
Puis on permet. « Bon, t'as deux mètres au casque et des genouillères, mais tu ne feras pas de grands sauts. »
Parce que, mesdames, il ne faut pas croire, ce n'est pas si j'droite, la liberté.
D'accord.
Mais déjà on n'a pas vu le paradis. A cause de tous ces jeux interdits.
Alors, on invite, laissez-nous jouer. Nous aussi.
On mettra le casque. C'est promis. Et les genouillères. Et jurés, nous serons sages tranquilles. On restera sous vos fenêtres. Jouer, jouer.
On aime tant se faire admirer.

GABRIELLE ARVAL.

Réplique à...

FRANCE QUÉRÉ

L'ANCIEN RÉGIME ET AUJOURD'HUI

Mme France Quéré, dont j'ai apprécié d'autres écrits, peint, dans son article « Le perdu et le gagné » (*le Monde* du 27 janvier) un tableau idyllique de la condition féminine sous l'Ancien Régime qui pourrait induire en erreur bien des lecteurs.

Née à la campagne, de parents agriculteurs, j'y ai acquis une certaine expérience. Le sort des femmes n'y est pas encore aujourd'hui ce que France Quéré croit qu'il était déjà hier.

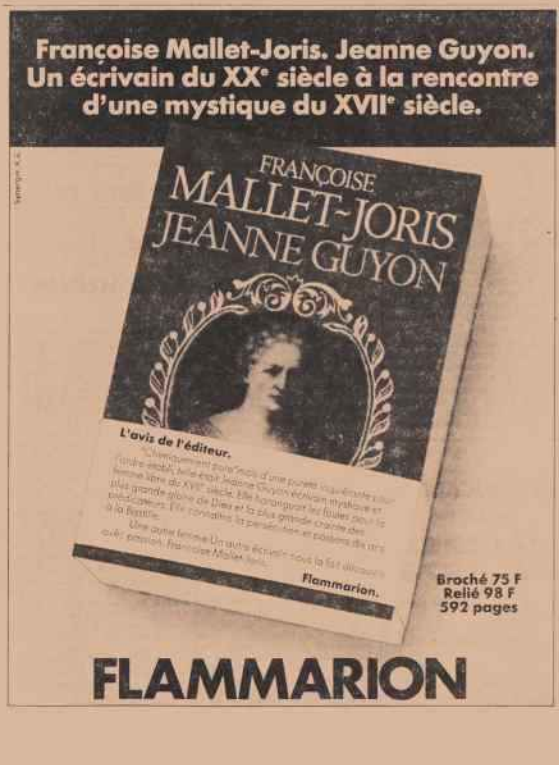
Les femmes y accomplissaient-elles les tâches les plus nobles ? Non, elles devaient faire et font encore ce que les hommes trouvent fastidieux, facile, routinier. Tirer l'eau au puits plusieurs fois par jour, car toutes les habitations rurales n'ont pas encore l'eau courante ; traire les vaches, accompagné dans l'odeur du fumier, l'injurant un coup de pied de la vache, cela constitue-t-il « la meilleure part » ? Et que dire alors du poids de misère que relève dans un lavoir ouvert à tout vent, jusqu'à fait froid ?

La femme n'occupait-elle de « ce que l'on appelle aujourd'hui la comptabilité » ? Non, c'étaient les hommes qui géraient les biens. En outre, comment les femmes auraient-elles pu tenir le rôle de responsable alors que la plupart ne savaient pas lire, le minimum d'instruction étant réservé aux hommes, qui, eux devaient bien savoir compter. Pour une femme, c'était superflu que de marcher à faire, on avait un jardin : pas de vêtements à acheter, on filait à la ferme.

Quant à la durée journée de travail, elles la connaissaient aussi bien que les salariées actuelles. Travailler aux champs, élever une basse-cour, s'occuper des bêtes et du jardin, de la maison, des enfants, sans oublier qui corsé, cela faisait et fait encore des journées trop bien remplies.

Où était le prestige des femmes lorsqu'on disait : on le dit encore, je l'ai entendu — lors d'une naissance : « C'est au garçon », mais « Ce n'est qu'une fille » ?

Certes, les femmes étaient indispensables à la campagne. Leur place y était-elle enviable ? Elles ne se révoltaient pas. Le besoin impérieux de survivre leur en ôtait le temps. De plus, la société rurale n'aurait pas toléré qu'une femme ose revendiquer un autre sort que celui traditionnellement dévolu à toutes ses semblables. L'âge moyen de la mortalité leur permettait de ne pas souffrir trop longtemps, mais elles souffraient en silence.

Pourquoi croyez-vous que les femmes désertent les campagnes ? Le refus des servitudes est certainement beaucoup plus fort que l'attrait des villes. Elles savent qu'en restant elles auraient de multiples devoirs, mais très peu de droits, que le contrôle moral du milieu social pèserait sur tous leurs actes, qu'il leur serait très difficile d'échapper à l'emprise des traditions les moins justifiées qui sont aujourd'hui les vestiges bien vivants de l'Ancien Régime.

FRANÇOISE DUMOULIN,
Clermont-Ferrand.